

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

NICOLAS  
DUPONT  
AIGNAN  
2022

**100 DÉCISIONS**  
POUR LA FRANCE  
**2022 – 2027**

2022NDA.fr

<b>INTRODUCTION</b>	<b>p.5</b>
<b>RENDRE AUX FRANÇAIS LEUR LIBERTÉ</b> ET À LA FRANCE SON INDÉPENDANCE	<b>p.8</b>
<b>RÉCOMPENSER LE TRAVAIL</b> ET INCITER À PRODUIRE EN FRANCE	<b>p.14</b>
<b>RECONSTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS</b> SUR TOUT LE TERRITOIRE POUR LA GARANTIR LA JUSTICE SOCIALE	<b>p.20</b>
<b>RÉTABLIR L'ORDRE</b> POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE	<b>p.26</b>
<b>PROMOUVOIR UNE ÉCOLOGIE INTELLIGENTE</b> POUR UNE VIE MEILLEURE	<b>p.32</b>

**NICOLAS  
DUPONT  
AIGNAN**  
2022

## LIBÉRONNS-NOUS !

La France mérite qu'on se batte pour elle.

Je veux la sauver avec un projet présidentiel à la fois ambitieux, concret et solide, fruit de milliers de rencontres avec les Français et de centaines d'heures de travail avec des acteurs de terrain et des experts reconnus.

Pour le porter, je suis entouré d'une équipe d'hommes et de femmes honnêtes, compétents, gaullistes et patriotes.

Je suis candidat à la présidence de la République car je sais qu'une autre politique est possible.

Je suis le candidat de l'indépendance de la France et de la liberté des Français.

Je suis le candidat de la récompense du travail et du Produire en France.

Je suis le candidat de la reconstruction des services publics sur l'ensemble du territoire financée par une vraie lutte contre les gaspillages.

Je suis le candidat de l'ordre pour retrouver notre cohésion nationale.

Je suis le candidat qui veut préparer la France de 2050 en favorisant la recherche et en s'appuyant sur une écologie intelligente.

Oui, je veux une France à nouveau debout, capable de défendre ses intérêts, d'affirmer ses valeurs, de retrouver sa place dans le monde.

Mais seuls les Français pourront sauver la France.

Ils ont tant de fois su trouver le chemin du sursaut dans notre Histoire qu'ils ne peuvent pas se laisser gagner par la résignation.

Munis de leur bulletin de vote, ils peuvent reprendre en main leur destin.

Associés au pouvoir par l'usage du référendum, avec l'introduction du RIC et du référendum révocatoire, ils remettront enfin la politique sur les rails de l'intérêt général et de l'intérêt supérieur de la Nation.

Les Français à l'Elysée : voilà mon projet !

**RENDRE  
AUX FRANÇAIS  
LEUR LIBERTÉ**  
ET À LA FRANCE  
SON INDÉPENDANCE

---

# RENDRE AUX FRANÇAIS LEUR LIBERTÉ ET À LA FRANCE SON INDÉPENDANCE

La France n'est pas la France si elle n'est pas libre, c'est à dire souveraine. Il faut ainsi rendre le pouvoir aux Français et son indépendance à notre pays, le premier ayant été confisqué par un système oligarchique miné par les conflits d'intérêts, la seconde n'étant plus que ruines à cause du choix de la dépendance extérieure qui va de pair avec le refus de la démocratie et le pillage de notre économie.

Ainsi que le disent depuis près de vingt-cinq ans les gaullistes qui n'ont pas renoncé à leurs valeurs et à leur idéal, à une « certaine idée de la France », tout se tient : la prise du pouvoir par une classe politicienne démagogique, prédatrice des places et des prébendes et oublieuse de l'intérêt général, conduit à la mise sous tutelle extérieure du pays pour empêcher le peuple français, en le culpabilisant, de secouer le joug de ces élites égarées.

La crise sanitaire a conduit le pouvoir dans une fuite en avant liberticide. D'état d'urgence en état d'urgence instrumentalisant la peur, nos dirigeants ont bafoué les principes républicains les plus élémentaires.

**Rendre leur liberté aux Français avec l'abandon immédiat du Passe sanitaire et du Passe Vaccinal sera ma première décision.**

**Rendre le pouvoir au peuple français, c'est aussi passer un grand coup de balai dans une vie politique abîmée par les apparatchiks et les néo-féodaux qui ont fait main basse sur le Bien public :** il faut une fois pour toutes les empêcher de nuire en les remplaçant par des élus, vierges de toute condamnation, dévoués à l'intérêt général !

**Rendre le pouvoir au peuple français, c'est aussi refonder notre démocratie** autour de l'esprit originel de la V<sup>e</sup> République, dévoyé au fil du temps : le règne de la souveraineté populaire, exprimé par le suffrage universel et le Référendum doit être réaffirmé et renforcé.

**Rendre le pouvoir au peuple français, c'est enfin en finir avec le carcan supranational de Bruxelles** qui, sous prétexte d'accéder à une ère nouvelle en réalité utopique et dangereuse, enferme notre pays dans un système européen favorisant outrageusement l'Allemagne et qui, symétriquement, affaiblit la France dans sa puissance économique, sa cohésion nationale, l'exercice de sa démocratie et son rayonnement mondial. Il faut mettre un terme à cette euthanasie antidémocratique et antinationale qui n'a ni justification ni nécessité. En bâtissant l'Europe des nations libres et des projets concrets à la carte, la France va briser ses chaînes, retrouver sa vitalité économique et pouvoir renouer avec une vocation stratégique mondiale qu'elle n'a que trop longtemps délaissée.

**La France pourra alors de nouveau déployer sa politique extérieure d'envergure mondiale,** restaurer son rang et reconquérir son indépendance, profitable à un monde où l'absence de notre pays a cumulé ses effets néfastes depuis des décennies. Reconquérir l'indépendance nationale, c'est ainsi, et tout d'abord, réorienter en profondeur notre diplomatie et lui donner des moyens à la hauteur.

**Reconquérir l'indépendance française, c'est encore donner un puissant essor à la Francophonie,** l'une des clés primordiales de notre puissance et de notre influence de demain, tout en reconnaissant davantage les Français de l'étranger, qui en sont des acteurs privilégiés.

**Enfin, la reconquête de l'indépendance nationale oblige à la remise à niveau de l'outil de défense,** aujourd'hui en péril, par la mobilisation de 2,5% de notre PIB : avoir des prétentions diplomatiques sans s'en donner les moyens constitue en effet une erreur que notre France libre ne commettra pas.

---

## 16 DÉCISIONS POUR RENDRE AUX FRANÇAIS LEUR LIBERTÉ ET À LA FRANCE SON INDÉPENDANCE

- 1 Suppression de l'état d'urgence sanitaire et des mesures liberticides comme le passe sanitaire ou vaccinal.
- 2 Recours à la pratique référendaire sur les sujets clés : UE, code pénal, immigration, école, laïcité...
- 3 Instauration du référendum d'initiative populaire ou citoyenne (RIC) à partir de 500 000 signatures.
- 4 Prise en compte du vote blanc dans les résultats des élections ; s'il est majoritaire, le scrutin est reporté.
- 5 Retour au septennat avec possibilité d'un referendum révocatoire d'initiative citoyenne à mi-mandat.
- 6 Introduction d'une dose de proportionnelle : 100 députés sur les 500 députés.
- 7 Casier judiciaire vierge pour tout élu.
- 8 Suppression des privilèges et des avantages indus des anciens présidents, premiers ministres et ministres.
- 9 Abrogation de la loi NOTRe pour rendre aux communes leurs compétences.
- 10 Remplacement de l'Union Européenne destructrice de notre démocratie et réductrice de notre puissance par un nouveau traité instituant une communauté des Nations libres et des projets à la carte.

- 11 Sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN.
- 12 Remise à niveau de notre outil de défense en sanctuarisant le budget à 2,5% du PIB (2% à l'heure actuelle), en recrutant 40 000 soldats sur la durée du quinquennat (-59 000 militaires entre 2007 et 2017), en rattrapant le retard d'équipement et en revalorisant la solde de nos militaires qui risquent leur vie sur les théâtres d'opérations.
- 13 Déploiement d'une politique étrangère indépendante qui sert les seuls intérêts du pays et renforcement de notre outil diplomatique qui joue un rôle inestimable dans la diffusion de nos valeurs et le soutien de nos entreprises.
- 14 Soutien et développement à grande échelle de la francophonie : renforcement de la protection du français sur le modèle de l'ancienne loi Toubon, et institution d'un véritable « droit au français », notamment dans les entreprises.
- 15 Guerre totale contre les mouvements terroristes islamiques en coopérant avec les Etats qui partagent le même objectif et protègent les Chrétiens d'Orient.
- 16 Lancement d'un partenariat renforcé pour développer l'Afrique (protection des ressources minières, barrière verte au Sahel, plan d'électrification, maintien de son agriculture et promotion des droits des femmes pour réussir la transition démographique).

**RÉCOMPENSER  
LE TRAVAIL**  
ET INCITER  
À PRODUIRE  
EN FRANCE

---

# RÉCOMPENSER LE TRAVAIL ET INCITER À PRODUIRE EN FRANCE

Les résultats de la politique menée depuis 40 ans sont désastreux pour notre pays : 2 millions d'emplois industriels ont quitté la France en 30 ans, le déficit commercial s'est établi à 65 milliards d'euros en 2020, 6,5 millions de personnes sont inscrites au Pôle Emploi, l'endettement bat des records chaque année...

Bon nombre des impétrants à la présidentielle acceptent les règles établies, celles d'une concurrence déloyale avec des pays dont les salaires sont ridiculement faibles ; concurrence déloyale aussi à l'intérieur même de nos frontières, avec la directive sur les travailleurs détachés qui viennent concurrencer nos emplois à des tarifs imbattables mais mortels pour nos artisans.

Face à cette situation, nous proposons une politique de rupture autour de deux grands objectifs :

→ D'une part, **récompenser le travail et le mérite en augmentant le pouvoir d'achat afin de déclencher un cercle vertueux de croissance** et de renforcer la différence entre

ceux qui font l'effort de se lever et ceux qui vivent des allocations. Tout travail mérite un salaire décent et toute allocation exige un travail en contrepartie. Le principe du 13<sup>e</sup> mois de salaire financé par la lutte contre la fraude à la carte vitale en est l'illustration.

→ D'autre part, **baisser massivement les charges et les impôts pour les entreprises qui investissent et qui produisent en France, notamment les PME.**

Les hausses simultanées de l'investissement et du pouvoir d'achat permettront de retrouver la croissance, de créer un million d'emplois et d'augmenter le pouvoir d'achat. C'est à cette condition que nous reconstituerons les marges de manœuvre de nature à enclencher la baisse des déficits.

Nous aurons également le courage d'affronter les lobbies, notamment la finance et les multinationales qui s'emparent de nos fleurons industriels et qui pillent le pays par une optimisation fiscale agressive, faisant peser le poids de leurs fraudes et conflits d'intérêts sur les contribuables français.

**Nous protégerons l'épargne des Français** en garantissant les dépôts des Français aujourd'hui faussement protégés par les directives européennes.

**Enfin, nous renforcerons l'alliance capital / travail en relançant la « Participation gaulle » des salariés**, en synergie avec les entreprises.

Nous devons réagir rapidement : le destin de notre pays se joue maintenant, sur notre capacité à imaginer la France de 2050. **Nous devons préparer la France à relever les défis de demain** : La recherche scientifique, la conversion des inventions en innovations industrielles et la capacité à protéger nos savoirs seront les armes les plus efficaces dans la bataille économique que se mènent les grandes puissances.

**La France devra aussi assurer son indépendance sur des enjeux qu'elle a trop négligés, comme les télécommunications et la mer.** Nous ne pouvons plus laisser aux Etats-Unis le seul contrôle unilatéral de la révolution numérique, qui menace durablement notre souveraineté.

Quant au formidable potentiel économique et scientifique des mers, la France, deuxième espace maritime mondial, doit se lancer dans la maîtrise durable de ces richesses. Comme le disait le cardinal de Richelieu : « Les larmes de nos souverains ont le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée ».

## 23 DÉCISIONS POUR RÉCOMPENSER LE TRAVAIL, PRODUIRE EN FRANCE ET RÉUSSIR LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE

- 18 Hausse de salaire de 8% (équivalent d'un 13<sup>e</sup> mois) pour tous les salariés jusqu'à 3 SMIC et pour les indépendants par une baisse des charges salariales, financée par la lutte contre les gaspillages et les fraudes à la carte vitale.
- 19 Indexation des retraites et des salaires des fonctionnaires sur l'inflation.
- 20 Zéro droit de succession sur la résidence principale financé par un impôt sur les très grandes fortunes supérieures à 10 millions d'euros (exonération si les capitaux sont placés dans des entreprises investissant majoritairement sur le sol français).
- 21 Multiplication par deux du nombre de nouveaux propriétaires chaque année : élargissement du prêt à taux zéro, contrat de location accession pour les logements sociaux, garantie de l'Etat sur une partie de l'apport personnel.
- 22 Zéro tolérance pour les squatteurs des propriétés privées (expulsion systématique avec une très grande célérité et peines sévères)
- 23 Une journée par semaine de service pour la collectivité exigée pour les bénéficiaires du RSA.
- 24 Création d'un contrat de « travail universel » pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. À l'opposé du revenu universel sans contrepartie, le contrat de travail universel proposera une activité d'intérêt général à mi-temps au service des collectivités contre une allocation de réinsertion.
- 25 Relance de la participation en entreprise : baisse de 1 point d'impôt sur les sociétés pour 2% de participation salariée.
- 26 Soutien à l'apprentissage avec pour objectif 1 million d'apprentis en 2027.
- 27 Mise en place d'un crédit impôt-production (impôt sur les bénéfices divisé par deux pour les bénéfices réinvestis sur le sol français).
- 28 75% des marchés publics réservés aux fabrications françaises en 2027.
- 29 Transmission d'entreprises facilitée via une exonération de droits de succession et de donation sur 90% de leur valeur (75% aujourd'hui) et zéro droit de succession sur les 100 premiers hectares de terres agricoles.
- 30 Mise en place d'un étiquetage obligatoire sur les marchandises pour indiquer précisément la part de « Produit en France » et développement des labels régionaux.
- 31 Création d'un fonds d'investissement et de relocalisation pour les produits « Label Tricolore » doté de 5 milliards d'€ par an et piloté par la Caisse des Dépôts et consignations qui favorisera l'investissement productif, l'emploi et la recherche dans les zones périphériques et rurales notamment.
- 31 Baisse des charges patronales jusqu'à trois SMIC (avec l'objectif d'éviter de cantonner les baisses aux salaires au SMIC et de favoriser les emplois à forte valeur ajoutée notamment industriels) et poursuite de la baisse des impôts de production.
- 32 Renégociation des traités de libre-échange déloyaux et interdiction des produits ne respectant pas des critères environnementaux et sanitaires.
- 33 Abrogation de la directive dite « travailleurs détachés » qui légalise le travail lowcost et la concurrence déloyale des pays européens de l'est et du sud.
- 34 Allègement massif des normes : pour toute nouvelle norme, deux doivent être supprimées.
- 35 Suppression des charges sociales sur les emplois agricoles et sur l'embauche d'un chômeur de longue durée pendant 5 ans pour les TPE/PME.
- 36 Impulsion donnée à la recherche française en portant les crédits alloués à 3% du PIB en 2027 pour développer notre souveraineté numérique et scientifique.
- 37 Création d'un Commissariat aux filières d'avenir qui ciblera les technologies les plus cruciales des trente prochaines années et définira les innovations à financer en priorité.
- 38 Instauration d'une taxe numérique forfaitaire, pour l'exploitation commerciale des données personnelles des internautes résidant en France.
- 39 Protection de l'argent des Français :
  - Garantie de tous les dépôts de nos compatriotes dans les banques jusqu'à 150 000 € par personne, avec interdiction aux banques de les ponctionner pour apurer leurs pertes.
  - Instauration d'un nouveau mécanisme de sauvetage des banques en remplacement de la directive Union Bancaire Européenne sur les faillites de banques. Les actionnaires des banques et ceux qui leur ont prêté des fonds seront systématiquement appelés à supporter les pertes des banques en faillite. Si l'intervention de l'Etat sauve une banque de la faillite, il en deviendra seul actionnaire et la revendra après l'avoir redressée, conservant la plus-value éventuelle.

**RECONSTRUIRE NOS  
SERVICES PUBLICS**

SUR TOUT  
LE TERRITOIRE  
POUR GARANTIR  
LA JUSTICE SOCIALE

---

# RECONSTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS SUR TOUT LE TERRITOIRE POUR GARANTIR LA JUSTICE SOCIALE

L'injustice règne désormais dans notre pays dans quasiment tous les domaines.

L'École de la République n'a jamais été aussi inégalitaire. Le pédagogisme qui est le pire ennemi de la vraie pédagogie s'est imposé du primaire au secondaire et bientôt dans le supérieur. Des choix dramatiques faits par démagogie, par idéologie et par économie, entraînent une baisse générale du niveau et une reproduction de plus en plus forte des inégalités sociales.

Nos systèmes de retraite et de santé, longtemps fierté des Français, sont menacés. La hausse de la CSG a étranglé de nombreux retraités sous le quinquennat Macron ; l'hôpital public s'enfonce dans la crise ; on ne trouve plus de médecins ; les médicaments sont de moins en moins produits en France ; la natalité chute !

La géographie française n'a jamais été aussi inégalitaire entre une Ville-Monde, Paris, qui profite pleinement de la mondialisation, des grandes métropoles qui tirent plus ou moins bien leur épingle du jeu et une France périphérique totalement oubliée, qui perd ses services publics et de proximité ainsi que ses emplois et que la loi NOTRe marginalise encore un peu plus.

Nos compatriotes d'outre-mer sont délaissés hors des périodes électorales où les candidats leur promettent monts et merveilles pour se faire élire et les oublient aussitôt après.

**Notre programme gaulliste, humaniste, social et authentiquement républicain entend récompenser le mérite et garantir la justice sociale.**

**Notre programme veut refaire de l'École et de l'instruction publique le cœur battant de la République.** Il entend abolir les réformes dramatiques mises en place par les derniers gouvernements (formation des maîtres, rythmes scolaires, réforme du collège) pour reconstruire l'École de la République. Cette École du mérite et de l'effort relance l'ascenseur social, donne le meilleur à tous, récompense l'effort et le mérite et respecte la diversité des talents et des choix de vie.

**Notre programme pense la famille comme cellule de base de notre société.** Elle est la source première d'éducation et de soins. Elle est le lieu de transmission des valeurs et de la culture. Elle est insuffisamment reconnue, protégée et soutenue par l'État. Notre natalité, encore si dynamique il y a peu, se porte mal aujourd'hui, en grande partie à cause de la suppression des prestations familiales par les deux derniers quinquennats. Il est plus que temps de renouer avec une politique familiale ambitieuse.

Pour retrouver ensemble la fierté et le bonheur d'être Français, **notre programme défend la culture et le patrimoine, qui permettent à chacun de s'élever et de se transcender.** Leur valorisation n'est ni l'apanage de la gauche, ni celui de la droite, mais de la nation tout entière. Le temps est venu de retrouver une politique ambitieuse en ce domaine, à l'instar de ce qu'avait su si bien faire André Malraux sous la présidence du général de Gaulle

**Notre programme privilégie l'enseignement supérieur et la recherche qui sont l'avenir de notre pays.**

**Notre programme peut permettre aux Français qui le souhaitent de devenir propriétaires.**

**Notre programme réinvente la sécurité sociale et sauve l'hôpital public,** développe la médecine préventive et de proximité, s'attaque aux questions majeures de la dépendance et du handicap en soutenant mieux les aidants et en développant l'accessibilité.

**Notre programme pérennise notre système de retraite** et donne la possibilité à nos aînés qui ont travaillé toute leur vie de vivre dignement et de rester entourés des leurs.

**Notre programme est celui de l'aménagement équilibré du territoire,** du soutien aux communes, petites patries par lesquelles on s'attache à la grande, et de la continuité territoriale entre la métropole et l'Outre-mer.

## 27 DÉCISIONS POUR RECONSTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS

- 40 Ouverture d'un nouvel établissement de santé par département (hôpital, maternité, etc.), pour un total de 20 000 nouveaux lits.
- 41 Doublement du personnel en charge de la médecine scolaire.
- 42 Création d'une bourse pour les étudiants en médecine en échange de laquelle ils s'engageront à s'installer dans une zone sous-dotée pendant leurs cinq premières années d'exercice.
- 43 Relocalisation de la production des médicaments principaux et stratégiques : création d'un seuil de 50% de production en France pour qu'un médicament soit remboursé par la Sécurité sociale.
- 44 Renforcement des apprentissages fondamentaux comme le français en primaire (passage de 9 heures à 15 heures hebdomadaires) et rétablissement du BAC par la suppression de la réforme Blanquer.
- 45 Retour de l'autorité des professeurs sur leur classe et ouverture d'internats disciplinaires pour les élèves perturbateurs et harceleurs.
- 46 Ouverture d'internats d'excellence sur tout le territoire pour une vraie égalité des chances.
- 47 Augmentation du salaire des enseignants de 20 % et mise en place d'une prime supplémentaire de 20 % en échange de cours de soutien aux élèves en difficulté.
- 48 Extension du réseau d'enseignement du français à un plus grand nombre de Français à l'étranger.
- 49 Gratuité des universités et de tous les concours de l'Enseignement supérieur et d'accès aux Grandes Ecoles.
- 50 Renouvellement des résidences universitaires et construction de nouvelles résidences, avec tarif d'accès dégressif en fonction des ressources et un premier échelon gratuit, mais accès conditionné aux résultats scolaires.
- 51 Gratuité des musées et des monuments historiques le dimanche pour les Français.
- 52 Protection de la belle langue française en proscrivant l'écriture inclusive.
- 53 Revalorisation et déconjugalisation de l'AAH (+ 160 euros pour atteindre 1060 euros).
- 54 Garantie de la prise en charge par l'Education nationale des enfants en situation de handicap dès l'âge de 3 ans.
- 55 Attribution d'une part fiscale complète aux familles ayant un enfant en situation de handicap (dès la première personne à charge).
- 56 Adaptation des logements des plus anciens pour leur permettre de rester chez eux : création d'un guichet unique et d'un numéro vert afin d'orienter les retraités et diminution de la TVA sur les travaux d'aménagement visant à leur permettre de rester dans leur logement.
- 57 Augmentation de 25 % du taux d'encadrement en EHPAD (soit 80 000 postes supplémentaires) pour garantir la dignité des pensionnaires.
- 58 Limitation du reste à charge des usagers et des familles via notamment le relèvement du plafond de l'APA et meilleure prise en compte du rôle d'aidant pour le calcul de la retraite.
- 59 Généralisation à tous les 6-18 ans du pass-sport (50€ pour une inscription dans un club sportif) alloué par l'État et aujourd'hui réservé aux seuls enfants et adolescents bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire.
- 60 Déploiement d'un plan "piscine à 1 euro" pour faciliter l'accès à ces infrastructures publiques et développer l'apprentissage de la natation.
- 61 Plan d'urgence d'investissement public en Outre-Mer pour remettre à niveau le réseau d'eau potable et les équipements hospitaliers, scolaires et universitaires.
- 62 Amélioration de la continuité territoriale en divisant par deux le prix des billets d'avion et plus largement le coût du transport entre l'Outre-mer et l'Hexagone, dans les deux sens et pour tous les ultra-marins une fois par an.
- 63 Ouverture de 250.000 places de crèche.
- 64 Rétablissement au niveau de 2012 des allocations et quotients familiaux comme de la prestation d'accueil du jeune enfant.
- 65 Création d'un congé parental rémunéré à 75% du SMIC pour une durée de trois ans, réparti entre père et mère. Utilisable une seule fois par couple pour un seul enfant (2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup>).
- 66 Permis de conduire gratuit en échange d'un travail d'intérêt général d'un mois, comme cela a été mis en place à Yerres quand Nicolas Dupont-Aignan était maire.

**RÉTABLIR L'ORDRE**  
POUR BIEN VIVRE  
ENSEMBLE

---

# RÉTABLIR L'ORDRE POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE

Les Français sont fiers de leur histoire, de leur culture, de leur patrimoine et des valeurs républicaines. Ils sont inquiets, à juste titre, de les entendre critiqués sans cesse au nom d'une repentance ou d'idéologies nihilistes importées et de voir la France qu'ils aiment menacée d'une disparition corps et âme.

Ils veulent la préserver et la faire rayonner. Ils veulent qu'on leur redonne leurs racines et des ailes. Ils ont 1000 fois raison ! Ce n'est pas être replié sur soi que de raisonner ainsi. Plus un homme est enraciné, plus facilement il s'ouvre à l'altérité.

Les Français aspirent à se voir enfin proposer un beau projet collectif qui redonne ses couleurs à la nation !

Notre programme patriote, gaulliste et républicain répond à cette attente.

La France est submergée par la criminalité et la délinquance. Les zones de non-droit se sont multipliées dans notre pays, les territoires perdus de la République sont légion. Par une inversion complète des valeurs, ce sont les victimes qui sont culpabilisées et les coupables qui sont victimisés. Non seulement la République ne doit plus reculer d'un pouce, mais elle doit entamer une reconquête rapide et complète. Il est temps d'arrêter de se payer de mots, de restaurer l'autorité et de rétablir l'ordre républicain.

Si la France ne réagit pas, elle sera submergée par des vagues migratoires sans précédent dans l'histoire. Parce que nous sommes attachés à la cohésion nationale, mais aussi parce que nous sommes des humanistes, nous souhaitons redonner du sens au fait de devenir Français. Il faut revenir à une politique d'assimilation républicaine que réclament d'ailleurs eux-mêmes nombre d'immigrés installés régulièrement en France et qui font tous les efforts pour acquérir notre nationalité en adoptant les valeurs, les us et les coutumes de notre pays.

À cet égard, nous devons avoir la fierté de notre laïcité. Celle-ci n'est l'ennemie d'aucune religion, à la condition que chacune d'entre elles se soumette aux lois de la République. Cette laïcité, loin d'être un intégrisme laïc, doit être fermement affirmée, défendue et appliquée.

Il est aussi capital de défendre les droits des femmes, de lutter contre les violences de tous ordres qui leur sont faites, qu'elles soient physiques ou psychologiques, et d'œuvrer pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie privée comme dans la vie professionnelle. Nous sommes pour un féminisme qui repose sur l'égalité complète, mais aussi sur l'altérité et la complémentarité des genres !

---

## 16 DÉCISIONS POUR RÉTABLIR L'ORDRE MAÎTRISER L'IMMIGRATION ET GARANTIR LA COHÉSION NATIONALE

- 67 Rétablissement du contrôle aux frontières par la fin des accords de Schengen.
- 68 Un délit, une condamnation, une peine appliquée.
- 69 Introduction des peines planchers en cas de récidive, supprimées par la loi du 15 août 2014 et suppression des aménagements de peines pour les récidivistes.
- 70 Peines planchers pour les agresseurs de policiers, gendarmes, surveillants de prison, pompiers.
- 71 Exécution réelle des réponses pénales en général, les peines de prison en particulier.
- 72 Ouverture de 40.000 places de prison en utilisant une partie des casernes désaffectées et développement du travail en prison.
- 73 Expulsion des délinquants étrangers à l'issue de leur peine.
- 74 Tolérance zéro pour les violences faites aux femmes avec une réponse pénale immédiate sur le modèle espagnol : tribunaux spécialisés avec 72h pour instruire le dossier des auteurs présumés, 15 jours pour organiser un procès, l'Etat pouvant se substituer à la victime pour porter plainte. Et la création de logements d'accueil d'urgence comme l'avait fait Nicolas Dupont-Aignan dans sa ville de Yerres.

- 75 Recrutement de 30 000 représentants des forces de l'ordre et 10 000 personnels administratifs et techniques et reconstitution des moyens des services.
- 76 Application de l'article 411-4 du Code Pénal qui punit de 30 ans de prison les djihadistes de retour de Syrie et déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme.
- 77 Ouverture d'un bagne aux îles Kerguelen réservé aux condamnés pour les faits de terrorisme.
- 78 Dissolution des associations non-signataires de la Charte de l'islam et fermeture de leurs mosquées.
- 79 Réforme du droit d'asile en limitant le droit d'asile aux individus le demandant aux frontières, en assignant à résidence les demandeurs d'asile par la suite et en éloignant immédiatement les déboutés du droit d'asile en cas de refus.
- 80 Suppression du droit du sol et obtention de la nationalité par un processus de naturalisation exigeant
- 81 Délai de carence de 5 ans pour les étrangers pour recevoir des aides sociales et remplacement de toutes les cartes vitales par des cartes vitales biométriques distribuées en main propre en sous-préfecture pour mettre fin aux fraudes.
- 82 Création d'un service national civique mixte obligatoire de trois mois, qui pourra être prolongé, pour les volontaires, par un service militaire d'une durée d'une année, destiné à donner la possibilité à nos concitoyens de servir la France au sein de nos armées avec passage du permis de conduire.

**PROMOUVOIR  
UNE ÉCOLOGIE  
INTELLIGENTE  
POUR UNE VIE  
MEILLEURE**

---

# PROMOUVOIR UNE ÉCOLOGIE INTELLIGENTE POUR UNE VIE MEILLEURE

Nous fêterons en 2022 le 20<sup>e</sup> anniversaire de la célèbre déclaration de Jacques Chirac au IV<sup>e</sup> sommet de la Terre de Johannesburg : « notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » Pourtant, jamais cette phrase n'aura été aussi autant d'actualité.

Nous regardons ailleurs en confiant à la Chine et à d'autres pays du bout du monde le soin de fabriquer tout ce que nous produisons encore nous-mêmes il y a vingt ans, là où l'énergie issue du charbon génère des nuages bruns asphyxiant des milliards d'individus tout en modifiant durablement notre climat global. Quelle ironie lorsque l'on sait que le modèle énergétique français est le celui qui rejette le moins de CO<sub>2</sub> de tout le G7 et que le seul fait de rapatrier notre industrie diminuerait les rejets atmosphériques de millions de tonnes !

Nous regardons ailleurs lorsque tous ces biens de consommation nous parviennent sur des porte-conteneurs dont un seul d'entre eux pollue autant que des millions de véhicules.

Nous regardons ailleurs lorsque, une fois que nous avons cessé de les utiliser au bout de quelques mois, voire de quelques semaines seulement, nous les réexpédions d'où ils viennent sous forme de déchets en nous persuadant qu'ils y seront retraités et recyclés comme par magie, feignant de ne pas voir qu'ils finissent en réalité par se déverser dans l'océan qu'ils asphyxient en formant d'immenses continents de plastique.

Au lieu d'affronter les problèmes en face pour leur apporter des solutions concrètes par la recherche et l'innovation comme la France l'a toujours fait dans son histoire, nous sommes aujourd'hui tombés sous les fourches croisées d'une écologie punitive et de lobbies financiers résolus à profiter de cette nouvelle manne verte. Coincés entre écologisme et *greenwashing*, les Français sont aujourd'hui les dindons d'une triste farce.

Ainsi cherche-t-on à nous imposer de force des modes de production électrique intermittents au coût pharaonique et au bilan carbone plus que douteux alors même que notre modèle national fondé sur le nucléaire et l'hydroélectricité est le seul qui ait prouvé à ce jour être capable de réduire les émissions de manière significative et à produire de l'électricité bon marché.

On veut importer dans notre pays exemplaire une culpabilité qui irait pourtant si bien à l'Allemagne qui nous enfume chaque hiver avec ses centrales à charbon ; on nous adresse des injonctions à paniquer<sup>1</sup> alors que nous fûmes les premiers à sonner l'alerte et surtout à proposer une réponse efficace. Car c'est précisément la gravité de la situation qui nous commande de ne pas céder à la panique pour renouer avec le progrès scientifique et technologique (sans oublier bien sûr d'améliorer nos comportements).

**L'écologie est une chose bien trop sérieuse pour être confiée aux Verts sectaires** dont les récentes prouesses à la tête des quelques mairies qu'ils ont conquises au printemps dernier nous laissent imaginer le désastre qu'ils pourraient produire à l'échelon national. Ainsi qu'aimait à le rappeler le général de Gaulle, *il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités*. Et les réalités des Français, c'est de pouvoir aller travailler lorsqu'ils habitent en banlieue ou en zone rurale, c'est de pouvoir bénéficier d'une électricité abordable, de pouvoir se chauffer en hiver, de bénéficier d'une nourriture saine, d'une eau abondante et de qualité, d'être protégés de nuisances sonores et électromagnétiques de plus en plus envahissantes, de pouvoir respirer un air sain dans un cadre de vie agréable au sein de paysages et d'une nature préservée.

L'Écologie intelligente c'est enfin de vivre en harmonie avec les animaux en mettant fin aux souffrances inutiles et en les protégeant dans le respect des traditions rurales.

---

<sup>1</sup>Greta Thunberg : "I want you to panic", Davos 2019

## 18 DÉCISIONS POUR PROMOUVOIR UNE ÉCOLOGIE INTELLIGENTE AU SERVICE DES FRANÇAIS

- 83 Réduction de nos factures d'électricité, en finançant un grand plan d'isolation thermique (moyens multipliés par 6 par rapport à 2020) en utilisant les aides et incitations actuellement réservées aux éoliennes. Zéro éolienne implantée en cinq ans.
- 84 Interdiction des produits obsolètes et lancement d'un programme zéro déchets sur 10 ans pour nos océans.
- 85 Développement des circuits-courts dans l'alimentation et l'approvisionnement des cantines scolaires, et interdiction massive des perturbateurs endocriniens.
- 86 Révision de la loi du 4 août 2008 : abaissement de 1000 M2 à 300 M2 du seuil d'autorisation d'installation des grandes surfaces commerciales en villes moyennes et grandes afin de faire revivre les centres villes en accompagnant l'installation de commerçants et artisans qui favoriseront l'emploi local.
- 87 Lancement d'un grand plan de lutte contre la pollution par le plastique des océans et d'un plan Méditerranée, sur la base du rapport parlementaire Dupont-Aignan/Ramlati Ali sur la pollution des océans.
- 88 Nationalisation complète d'EDF (l'électricité et l'énergie sont des biens stratégiques de la nation), restitution au CEA de la maîtrise de la recherche et de la technologie nucléaires et création d'une filière indépendante et d'excellence nucléaire : abandon de l'objectif de 50% de nucléaire dans la production électrique en 2035, maintenir le nucléaire à 70% de la production d'électricité minimum, poursuite de la recherche pour un nucléaire 100 % propre et lancement d'un plan de développement de la filière Thorium sur 30 ans.
- 89 Retour d'une vraie PAC avec ses 3 volets (préférence communautaire, prix garantis et quotas) ou mise en œuvre d'une politique agricole nationale.

- 90 Instauration d'une exception agricole à l'OMC et dans tous les accords commerciaux sur le modèle de l'exception culturelle et rejet de l'accord UE / Mercosur et du CETA.
- 91 Soutien de l'installation des jeunes agriculteurs et instauration d'un cautionnement public de 50 % pour les prêts contractés.
- 92 Lancement d'un grand plan de production et de consommation de fruits et légumes (Alors que la filière fruits et légumes génère 90 000 emplois directs, 1 fruit et légume sur 2 consommés est produit à l'étranger)
- 93 Soutien des refuges et des milliers de bénévoles qui prennent soin des animaux abandonnés en créant un fonds national d'aide aux associations de protection animale financé par une taxe sur les importations d'animaux de l'étranger.
- 94 Suppression des expérimentations scientifiques inutiles sur les animaux.
- 95 Pour 1€ investi dans les métropoles, 1€ attribué aux villes moyennes, à la ruralité et à l'Outre-Mer.
- 96 Déploiement d'internet haut débit et de la téléphonie mobile sur tout le territoire.
- 97 Création d'un grand ministère de l'innovation qui porterait des acteurs et des outils numériques souverains français (liés à l'hébergement, au transport de l'information, aux réseaux sociaux, aux chaînes de blocs, au streaming), rayonnants dans la francophonie.
- 98 Renationalisation des autoroutes permettant le blocage du prix des péages dès 2022 et leur suppression définitive en 2027 une fois les emprunts remboursés.
- 99 Suppression du permis à point qui est une usine à gaz (comme en Belgique ou en Suède), tout en luttant contre les vrais chauffards qui roulent sans permis avec des sanctions pénales fortes et la saisie du véhicule.
- 100 Suppression des restrictions de circulation liées à l'extension des Zones à Faibles Emissions dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants ; et vraie lutte contre la pollution atmosphérique majeure des flux maritimes liés aux échanges internationaux.

# UN PROJET DIFFÉRENT

## UN PROJET ENRACINÉ

Nos propositions ne sont pas hors sol. Elles sont au contraire le fruit de milliers d'heures de rencontre avec des Français de tous horizons et des acteurs de terrain, du marin pêcheur à l'agriculteur, de l'infirmière au chauffeur de taxi, du chef d'entreprise au gendarme, de l'ouvrier à l'artisan et au commerçant...Elles ont de surcroît été débattues et argumentées avec la coopération de dizaines d'élus et d'experts reconnus.

## UN PROJET CONCRET

Les mesures que nous proposons apportent des réponses aux Français dans leur vie quotidienne : Mettre en place un étiquetage obligatoire sur les marchandises, afin que les consommateurs connaissent la part du « fabriqué en France » sur un produit, supprimer les zones d'exclusion de véhicules, lutter contre l'obsolescence programmée des appareils d'électro-ménagers notamment. En outre, plusieurs d'entre elles ne coûtent pas un centime au budget de l'État : reconnaître le vote blanc, exiger un casier judiciaire vierge pour tout candidat à une élection, supprimer les privilèges accordés aux anciens présidents, mettre fin aux mesures sanitaires liberticides.

## UN PROJET FINANCÉ

Face à la démagogie et au laxisme budgétaire propice aux périodes électorales, nos propositions ont été chiffrées précisément et rigoureusement avant de les annoncer. Vous pouvez ainsi retrouver le détail du financement dans le livret ci-joint recensant les dépenses et les recettes permettant d'équilibrer notre projet, chiffrage détaillé aussi dans le livre : **“Où va le pognon ?”**, Editions Archipel du mois d'octobre dernier.

## UN PROJET CRÉDIBLE

L'expérience de la fonction de maire pendant 22 ans est la meilleure des garanties de crédibilité de Nicolas Dupont-Aignan !

Maire le mieux élu de France pour les villes de plus de 20 000 habitants (réélu 3 fois à plus de 75 %), Nicolas Dupont-Aignan a pris en 1995 les rênes d'une ville au bord de la faillite et divisé par 2 le poids de la dette locale (de 45 à 26 millions d'euros). Pour aider les familles en difficulté, il a mis en place une épicerie sociale. Pour venir en aide aux femmes victime de violence, il a créé, à leur attention, des logements d'urgence. Pour aider les jeunes à passer leur permis de conduire, les heures d'auto-école sont financées en échange de travaux d'intérêts général sur la commune. Pour rétablir l'ordre, il a été le premier maire à supprimer les aides municipales aux familles de mineurs délinquants, sa ville atteignant un des plus faibles taux de criminalité de l'Essonne. Enfin, en développant la propriété Caillebotte, Yerres est devenue la première destination touristique du département.